

Conseil Général Haut-Rhin

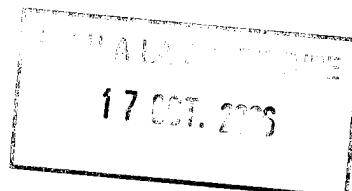
Rapport du Président

Commission Permanente du 13 OCT. 2006

Service instructeur
Action Internationale
et Transfrontalière

Service consulté
Affaires Juridiques

N° 12e/20-06



EURES TRANSFRONTALIER OBERRHEIN/RHIN SUPERIEUR CONVENTION CADRE 2007-2010

Résumé : L'EURES Transfrontalier Oberrhein/Rhin Supérieur est un réseau réunissant les services publics de l'emploi, les organisations syndicales et patronales et certaines collectivités de l'espace du Rhin Supérieur, dont l'objectif est la promotion de la mobilité de la main d'œuvre dans le Rhin Supérieur. Il est proposé au Département de poursuivre son partenariat avec ce réseau en adoptant la nouvelle convention cadre (1^{er} avril 2007 - 31 mars 2010). Ce partenariat est sans incidence financière directe pour la collectivité.

Fondé en 1993, EURES est un réseau de coopération entre la Commission européenne et les services publics de l'emploi des Etats membres de l'Union Européenne et de l'Espace Economique Européen (EEE) ainsi que d'autres acteurs comme les partenaires sociaux. Son objectif est de favoriser la libre circulation des travailleurs en Europe et ainsi de contribuer au développement d'un véritable marché de l'emploi européen.

EURES joue un rôle important dans les régions frontalières où il contribue à promouvoir l'emploi transfrontalier. Il existe actuellement plus de 20 partenariats transfrontaliers EURES, dont l'EURES Transfrontalier Oberrhein/Rhin Supérieur, créé en 1999. Ce dernier réunit les services publics de l'emploi, les organisations syndicales et patronales et certaines collectivités territoriales du Rhin Supérieur (Région Alsace, Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin). Il poursuit les objectifs suivants :

- améliorer l'échange d'informations concernant les offres et les demandes d'emploi dans la région transfrontalière,
- informer sur les conditions de vie et de travail de part et d'autre de la frontière,
- diffuser et développer l'offre de formation professionnelle dans le Rhin Supérieur,
- développer des projets visant à améliorer le marché du travail dans cet espace.

L'EURES-T Oberrhein/Rhin Supérieur œuvre très activement dans ce sens par des permanences de conseillers EURES dans les services de l'emploi, des ateliers de recherche d'emploi, la réalisation et la diffusion de brochures, la participation à des salons de l'emploi...

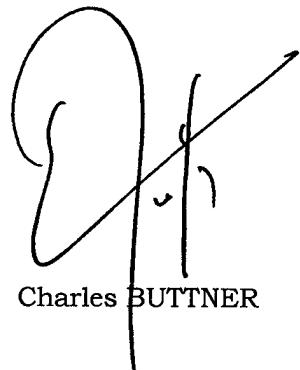
Le Département du Haut-Rhin est partenaire de ce réseau depuis sa création. Le projet de convention cadre pour la période du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2010 nous a été transmis récemment. La reconduction du partenariat du Département durant cette période serait souhaitable car elle permettra notamment d'initier et de soutenir des actions en faveur de l'emploi.

Cette participation est d'autant plus avantageuse qu'elle est sans implication financière directe pour notre collectivité : les projets initiés dans le cadre de l'EURES-T sont en effet financés pour une grande part par l'Union européenne (jusqu'à 95 % du coût total des activités mises en œuvre) (en 2004/05 par exemple, le financement européen s'est élevé à 94 %). Le reste est financé par des apports propres des organismes partenaires (prise en charge des frais de transport et d'une partie des frais de personnel des agents participant aux activités de l'EURES-T par leurs organismes respectifs).

En conséquence, je vous invite à

- Approuver la convention cadre, relative au réseau EURES-Transfrontalier Oberrhein-Rhin Supérieur pour la période allant du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2010.
- M'autoriser à signer cette nouvelle convention cadre qui ne comporte pas d'incidence financière directe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Charles BUTTNER



CONVENTION CADRE 2007-2010

RELATIVE A L'EURES TRANSFRONTALIER

« OBERRHEIN - RHIN SUPERIEUR »

RAHMENVEREINBARUNG 2007-2010

IN BEZUG AUF EURES-TRANSFRONTALIER

„OBERRHEIN - RHIN SUPERIEUR“



*Obernheim -
Rhin Supérieur
Transfrontalier*

Strasbourg 17.08.2006

RAHMENVEREINBARUNG

des EURES-T "Oberrhein - Rhin Supérieur"

Zwischen

- der Bundesagentur für Arbeit (BA), vertreten durch den Leiter¹ des Fachbereiches EU-Binnenmarkt der Zentralstelle für Arbeitsvermittlung (ZAV);
- dem französischen Staat, vertreten durch den Präfekten der Région Alsace;
- der Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), vertreten durch ihren Generaldirektor;
- der Regionaldirektion Baden-Württemberg der Bundesagentur für Arbeit, vertreten durch den Vorsitzenden der Geschäftsführung;
- der Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der Bundesagentur für Arbeit, vertreten durch den Vorsitzenden der Geschäftsführung;
- der Direction Régionale ANPE Alsace, vertreten durch ihren Regionaldirektor;
- dem Kanton Basel-Stadt, vertreten durch einen Regierungsrat;
- dem Kanton Basel-Landschaft, vertreten durch einen Regierungsrat;
- dem Kanton Aargau, vertreten durch einen Regierungsrat;
- dem Kanton Solothurn, vertreten durch einen Regierungsrat;
- dem Kanton Jura, vertreten durch einen Regierungsrat;
- dem Interregionalen Gewerkschaftsrat Euregio, vertreten durch seinen Vorsitzenden;
- dem Interregionalen Gewerkschaftsrat IGR Dreiländereck – CSI des Trois Frontières, vertreten durch seinen Vorsitzenden;
- dem Arbeitgeberverband Mouvement des entreprises de France (MEDEF) Alsace, vertreten durch seinen Vorsitzenden;
- der Landesvereinigung Baden-Württembergischer Arbeitgeberverbände, vertreten durch ihren Vorsitzenden;
- der Landesvereinigung Rheinland-Pfälzischer Unternehmerverbände, vertreten durch ihren Vorsitzenden;
- dem Basler Volkswirtschaftsbund (BVB), vertreten

CONVENTION CADRE

de l'EURES-T « Oberrhein - Rhin Supérieur »

Entre

- la Bundesagentur für Arbeit (BA), représentée par le Directeur du département EU-Binnenmarkt de la Zentralstelle für Arbeitsvermittlung (ZAV) ;
- l'Etat français, représenté par le Préfet de la Région Alsace ;
- l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) représentée par son Directeur Général ;
- la Regionaldirektion Baden-Württemberg der Bundesagentur für Arbeit, représentée par le Vorsitzenden der Geschäftsführung ;
- la Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der Bundesagentur für Arbeit, représentée par le Vorsitzenden der Geschäftsführung ;
- la Direction Régionale ANPE Alsace, représentée par son Directeur Régional ;
- le Canton de Bâle-Ville, représenté par un Conseiller d'Etat ;
- le Canton de Bâle-Campagne, représenté par un Conseiller d'Etat ;
- le Canton d'Argovie, représenté par un Conseiller d'Etat ;
- le Canton de Soleure, représenté par un Conseiller d'Etat ;
- la République et Canton du Jura, représenté par un Ministre ;
- le Conseil Syndical Interrégional Euregio, représenté par son Président ;
- le Conseil Syndical Interrégional IGR Dreiländereck – CSI des Trois Frontières, représenté par son Président ;
- le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) Alsace, représenté par son Président ;
- le syndicat patronal Landesvereinigung Baden-Württembergischer Arbeitgeberverbände, représentée par son Président ;
- le syndicat patronal Landesvereinigung Rheinland-Pfälzischer Unternehmerverbände, représentée par son Président ;
- le syndicat patronal Basler Volkswirtschaftsbund (BVB), représenté par son Président ;

¹ Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird in dieser Rahmenvereinbarung die männliche Form gewählt, die die feminine stets mit einbezieht.

Pour une meilleure lisibilité, la convention présente se servira de la forme masculine qui englobe toujours la forme féminine.

durch seinen Direktor;

- der Région Alsace, vertreten durch den Vorsitzenden des Conseil Régional d'Alsace;
- dem Département Bas-Rhin, vertreten durch den Vorsitzenden des Conseil Général du Bas-Rhin;
- dem Département Haut-Rhin, vertreten durch den Vorsitzenden des Conseil Général du Haut-Rhin;
- der Landesregierung Baden-Württemberg, vertreten durch den Regierungspräsidenten des Regierungsbezirks Freiburg;
- der Landesregierung Rheinland-Pfalz, vertreten durch das Ministerium für Arbeit, Soziales, Familie und Gesundheit.

Bezugnehmend auf:

- den Artikel 40 des EG-Vertrags, der die Freizügigkeit der Personen, insbesondere der Arbeitnehmer, als ein grundlegendes Recht in der Europäischen Gemeinschaft geschaffen hat;
- die Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates vom 15. Oktober 1968, insbesondere Artikel 17, über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft (Amtsblatt Nr. L 257 vom 19. Oktober 1968, Seite 2), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 2434/92 des Rates vom 27. Juli 1992 (Arbeitsblatt Nr. L 245 vom 26 August 1992, Seite 1);
- die Entscheidung 2003/8/EG (K(2002)5236) der Kommission vom 23. Dezember 2002 zur Durchführung der Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft, insbesondere hinsichtlich eines Netzwerkes mit der Bezeichnung EURES (European Employment Services) (Amtsblatt Nr. L 005 vom 10. Januar 2003);
- die EURES-Satzung 2003/C 106/03 der Kommission vom 4. April 2003;
- das Abkommen zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedern einerseits und der Schweizerischen Eidgenossenschaft andererseits über die Freizügigkeit (Amtsblatt Nr. L 114/6 vom 30 April 2002);
- die "Gemeinsame Unterrichtung des durch das Abkommen zwischen der Europäischen Gemeinschaft ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Schweizerischen Eidgenossenschaft andererseits über die Freizügigkeit eingesetzten gemischten Ausschusses" vom 18. Juni 2004 betreffend der

bund (BVB), représenté par son Directeur;

- la Région Alsace, représentée par le Président du Conseil Régional d'Alsace ;
- le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président du Conseil Général du Bas-Rhin ;
- le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil Général du Haut-Rhin ;
- le Gouvernement du Land Bade-Wurtemberg, représenté par le Regierungspräsident du Regierungsbezirk Freiburg ;
- le Gouvernement du Land Rhénanie-Palatinat, représenté par le Ministerium für Arbeit, Soziales, Familie und Gesundheit.

En s'appuyant sur :

- l'article 40 du traité CE qui a instauré la libre circulation des personnes, notamment des travailleurs comme un droit fondamental dans la Communauté Européenne ;
- le règlement du Conseil n° 1612/68 du 15 octobre 1968, notamment l'article 17 relatif à la libre circulation des travailleurs au sein de la Communauté Européenne (JOCE 257 du 19 octobre 1968) modifié en dernier lieu par le règlement du Conseil n° 2434/92 en date du 27 juillet 1992 (JOCE 245 du 26 août 1992, page 1) ;
- la Décision 2003/8/EG (K(2002)5236) de la Commission du 23 décembre 2002 portant application du règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté en ce qui concerne en particulier un réseau dénommé EURES (European Employment Services) (JOCE n° 005 du 10 janvier 2003) ;
- la Charte EURES 2003/C 106/03 de la Commission du 4 avril 2003 ;
- l'accord sur la libre circulation entre l'Union Européenne et ses membres d'une part et la Confédération Helvétique d'autre part (JOCE n° L 114/6 du 30 avril 2002) ;
- l'« Information du 18 juin 2004 à l'intention du comité mixte institué selon l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes » concernant la coopération entre la

Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft im Rahmen des EURES-Netzes;

- das Handbuch für grenzüberschreitende EURES-Aktivitäten (März 2005);
- die EURES-Leitlinien für 2007-2010.

Unter Hinweis auf

• die besondere sozioökonomische Situation sowie die spezifischen Erfordernisse der Arbeitsmärkte in den Grenzregionen der Europäischen Union (EU) sowie der Schweizerischen Eidgenossenschaft;

• die Notwendigkeit der Schaffung von Synergien zur Einrichtung eines unter der Verwaltung des Europäischen Koordinationsbüros der Kommission der Europäischen Gemeinschaften – nachstehend "Kommission" genannt – stehenden leistungsfähigen Netzwerks zum Austausch von Informationen über Beschäftigungsfragen sowie zur Verbesserung der Transparenz des Arbeitsmarktes und zur Förderung der Mobilität der Arbeitnehmer innerhalb des europäischen Wirtschaftsraumes;

wird folgendes vereinbart:

Suisse et l'Union Européenne dans le cadre du réseau EURES ;

• le Guide des activités transfrontalières EURES (mars 2005),

• les Lignes directrices EURES pour 2007-2010.

Considérant

• la situation socio-économique particulière ainsi que les besoins spécifiques du marché du travail des régions frontalières de l'Union Européenne (UE) et de la Confédération Helvétique;

• la nécessité de créer des synergies pour mettre en œuvre un réseau performant géré par le bureau de coordination EURES de la Commission des Communautés Européennes – ci-après dénommée la Commission – pour les échanges d'informations sur l'emploi, afin d'améliorer la transparence du marché du travail et de promouvoir la mobilité des travailleurs à l'intérieur de l'Espace Economique Européen ;

Par la présente convention :

ARTIKEL 1 – GEGENSTAND

Die Unterzeichner verpflichten sich die folgenden Ziele entsprechend ihren Verantwortlichkeiten auf nationaler und grenzübergreifender Ebene zu verfolgen:

- 1.1 Bereitstellung und Austausch der Informationen und Beratung über Stellenangebote und Stellengesuche sowie Lebens- und Arbeitsbedingungen und einschlägigen Informationen im Zusammenhang mit dem Arbeitsmarkt in der Grenzregion,
- 1.2 Beitrag zur Verstärkung dieses Informationsflusses durch direkte und regelmäßige Kontakte zwischen den EURES-Beratern der Region,
- 1.3 Erstellung und laufende Aktualisierung eines Inventars der Berufsbildungsmöglichkeiten in der Region Oberrhein und Beitrag zur Weiterentwicklung derartiger Berufsbildungsmöglichkeiten,

ARTICLE 1 – OBJET

Les signataires s'engagent à poursuivre conjointement les objectifs suivants, conformément à leurs responsabilités au niveau national et au niveau transfrontalier :

- 1.1 fournir et échanger des informations et des conseils sur les offres et les demandes d'emploi ainsi que sur les conditions de vie et de travail et d'autres informations utiles sur le marché du travail dans la région transfrontalière,
- 1.2 contribuer au développement de ce flux d'informations grâce à des contacts directs et réguliers entre les conseillers EURES de la région,
- 1.3 établir et entretenir un inventaire des possibilités de formation professionnelle dans le Rhin Supérieur et de contribuer au développement de ces possibilités de formation,

- 1.4 Beitrag zur und Erarbeitung von Projekten zur Verbesserung des Arbeitsmarktes in der Grenzregion einschließlich Zusammenarbeit mit anderen einschlägigen Programmen.

- 1.4 développer et contribuer à des projets visant à améliorer le marché du travail dans la région transfrontalière, y compris la coopération avec les autres programmes appropriés.

ARTIKEL 2 – INTEGRATION IM EURES-NETZWERK UND RÄUMLICHE AUSDEHNUNG

Die grenzüberschreitende Partnerschaft EURES-T Oberrhein/Rhin Supérieur wurde am 27.07.1999 gegründet. Die Unterzeichner führen diese Partnerschaft in den in Anhang 1 näher beschriebenen Regionen fort. Die Schweizer Partner wirken an dieser Partnerschaft seit dem 01.04.2004.

Im Rahmen von EURES-T werden grenzüberschreitende Maßnahmen in der Zuständigkeit der Arbeitsverwaltungen, der Gewerkschaften, der Arbeitgeberverbände und der Gebietskörperschaften initiiert und durchgeführt.

Im Lenkungsausschuss legen die Partner gemeinsam ihre Strategie fest und schlagen Maßnahmen vor.

Die Schweizer Partner stellen die Zulässigkeit ihrer Beteiligung und die entsprechende Finanzierung in Abstimmung mit dem Staatssekretariat für Wirtschaft der Schweizerischen Eidgenossenschaft (SECO) sicher.

ARTIKEL 3 – ARBEITSWEISE

Die Unterzeichner verpflichten sich alle drei Jahre dem zuständigen EURES-Mitglied einen Arbeitsplan gemäss den EURES-Leitlinien in der jeweils aktuellen Fassung vorzulegen.

In diesem Rahmen werden jährlich Maßnahmen vorgeschlagen. Für jede Maßnahme wird ein Projektverantwortlicher bestimmt. Das Nähere regelt Artikel 6.

Für die Dauer dieser Rahmenvereinbarung ist das EURES-Mitglied, das die von EURES-T vorgeschlagenen Maßnahmen nach Prüfung, eventuell notwendigen Anpassungen und Billigung in

ARTICLE 2 – INTEGRATION DANS LE RESEAU EURES ET PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le partenariat transfrontalier EURES-T Oberrhein/Rhin Supérieur a été fondé le 27 juillet 1999. Les co-contractants poursuivent ce partenariat dans le périmètre des régions décrites en annexe 1. Les partenaires suisses participent à ce partenariat depuis le 1^{er} avril 2004.

Dans le cadre du réseau EURES-T des activités transfrontalières relevant de la compétence des administrations de l'emploi, des organisations salariales et patronales et des collectivités territoriales sont initiées et conduites.

Au sein du comité de pilotage les partenaires définissent leur stratégie et proposent des activités.

Les partenaires suisses assurent l'autorisation de leur participation et le financement correspondant en coordination avec le Secrétariat d'Etat à l'économie de la Confédération Helvétique (SECO).

ARTICLE 3 – MODE DE TRAVAIL

Les co-contractants s'engagent à transmettre au membre EURES responsable tous les trois ans un plan d'activités sur la base des orientations EURES dans la version actuelle.

Dans ce cadre, des propositions annuelles d'activités sont présentées. Pour chaque activité est désigné un partenaire responsable de sa réalisation. Les détails sont réglés dans l'article 6.

Pour la durée de la présente Convention, la Bundesagentur für Arbeit (BA)/ Zentralstelle für Arbeitsvermittlung (ZAV) est le membre EURES concerné. Elle est chargée après

seinen nationalen Zuschussantrag aufnimmt, die Bundesagentur für Arbeit (BA)/ Zentralstelle für Arbeitsvermittlung (ZAV) (nachfolgend „zuständiges EURES-Mitglied“ genannt). Entsprechend des Verfahrensergebnisses erfolgt eine Weiterleitung durch die BA/ZAV an die Kommission.

Die Trägerschaft für das Budget Schweiz übernimmt gegenüber dem SECO das Amt für Wirtschaft und Arbeit des Kantons Basel-Stadt (AWA BS).

Partner dieser Vereinbarung sind die Unterzeichner der Vereinbarung. Sie können die Realisierung von Maßnahmen auf Dritte übertragen.

Im Rahmen des derart geschaffenen Netzwerkes können auch die auf lokaler Ebene bestehenden grenzüberschreitenden Strukturen genutzt werden. Die Zusammenarbeit mit anderen grenzüberschreitenden Einrichtungen und Gemeinschaftsprogrammen ist möglich.

Für die in Artikel 1 genannten Ziele werden EURES-Berater der Arbeitsverwaltungen und der Sozialpartner von der Europäischen Kommission ausgebildet und von den entsendenden Organisationen entsprechend eingesetzt.

Die Unterzeichner können bei der Kommission und dem SECO einen Zuschuss beantragen, dessen Höhe sich nach der Art der genannten Maßnahmen und den geltenden Bestimmungen, die im Vademecum festgelegt sind, sowie dem schweizerischen Bundesgesetz richtet.

vérification, une éventuelle adaptation et approbation, d'inclure les activités proposées par l'EURES-T dans sa demande de subvention nationale. Conformément aux résultats de la procédure, la demande de subvention nationale est ensuite envoyée par la BA/ZAV à la Commission.

Concernant le budget Suisse, le relais financier vis-à-vis du SECO est assuré par l'Amt für Wirtschaft und Arbeit du Canton de Bâle-Ville (AWA BS).

Les signataires de la présente Convention sont considérés comme partenaires. Ils peuvent sous-traiter la réalisation des activités à des tiers.

Les structures transfrontalières existantes au niveau local peuvent être mobilisées dans le cadre du réseau ainsi créé. La coopération avec d'autres instances de la coopération transfrontalière ou programmes communautaires est possible.

Pour satisfaire aux objectifs visés à l'article 1, des conseillers EURES auprès des services publics de l'emploi et des partenaires sociaux sont formés par la Commission Européenne et missionnés à cet effet par leurs employeurs

Les signataires peuvent solliciter une subvention de la Commission et du SECO, dont le montant est fixé en fonction de la nature des activités envisagées et des réglementations en vigueur, définies dans le vade-mecum, ainsi que la législation suisse.

ARTIKEL 4 - LENKUNGSAUSSCHUSS

Die Unterzeichner setzen einen Lenkungsausschuss ein, dessen Zusammensetzung und Arbeitsweise in Anhang 3 geregelt sind.

Der Lenkungsausschuss kann zu seiner Unterstützung einen Begleitausschuss und Arbeitsgruppen einsetzen.

ARTICLE 4 – COMITE DE PILOTAGE

Les co-contractants mettent en place un comité de pilotage dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées à l'annexe 3.

Le comité de pilotage peut mettre en place un comité de suivi et des groupes de travail pour l'assister dans ses tâches.

ARTIKEL 5 – KOORDINATION

Der Lenkungsausschuss und das zuständige EURES-Mitglied ernennen gemeinsam einen Koordinator, dessen Auswahl, Funktion und Aufgaben in Anhang 4 dieser Rahmenvereinbarung geregelt sind.

ARTICLE 5 - COORDINATION

Le comité de pilotage et le membre EURES concerné désignent conjointement un coordinateur dont le mode de désignation et les missions sont précisées en annexe 4 de la présente Convention.

ARTIKEL 6 – BUDGET

Das Gesamtbudget für den Zuschussantrag wird dem zuständigem EURES-Mitglied und dem SECO mitgeteilt. Es setzt sich, vorbehaltlich der Verfügbarkeit der erforderlichen Haushaltssmittel, aus einem EU-Anteil (Kommission), einem Anteil der Schweizerischen Eidgenossenschaft (SECO), und Eigenmitteln der Partnerorganisationen zusammen, sowie nationalen Beiträgen. Die Herkunft der Finanzmittel und der Betrag sind im jährlichen Zuschussantrag auszuweisen.

ARTICLE 6 – BUDGET

Le budget total de la demande de subvention est communiqué au membre EURES concerné et au SECO. Il se compose, sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires, d'une part financée par l'UE (Commission), d'une part financée par la Confédération Helvétique (SECO), des apports propres des organisations partenaires et de contributions financières nationales. L'origine des moyens financiers et le montant sont à préciser dans la demande de subvention annuelle.

6a) Aufteilung des Budgets

Die im Budget EU und Budget Schweiz für die jährlichen Zuschussanträge vorgesehenen Fördermittel werden nach dem folgenden Schlüssel aufgeteilt: 2/3 Budget EU und 1/3 Budget Schweiz für die Projekte mit trinationalem Charakter. Der Zuschuss für die Koordination wird gesondert behandelt.

6a) Répartition du budget

Les subventions prévues au budget UE et au budget Suisse pour les demandes de subvention annuelles sont réparties selon la formule suivante : de 2/3 pour le budget UE, et 1/3 pour le budget Suisse pour les projets à caractère tri-national. La subvention pour la coordination est traitée à part.

6b) Budget EU, Deutschland, Frankreich

1. Das Budget der deutschen und französischen Partnerorganisationen für die Zuschussanträge setzt sich aus einem Beitrag der Kommission und eigenen Beitragsleistungen der deutschen und französischen Partner zusammen. Zusätzlich zum Beitrag der Kommission können Kofinanzierungen seitens der Länder und des französischen Staates geleistet werden, die das Ziel haben, das Funktionieren des EURES-T Oberrhein/Rhin Supérieur sicherzustellen.

6b) Budget UE, Allemagne, France

1. Le budget des organisations partenaires françaises et allemandes pour les demandes de subvention se composent d'une contribution de la Commission et de contributions propres des partenaires allemands et français. En plus des contributions de la Commission, des co-financements de la part des Länder et de l'Etat français peuvent être octroyées, celles-ci ayant pour objectif d'assurer le fonctionnement de l'EURES-T Oberrhein/Rhin Supérieur.

2. Die Mitwirkung der deutschen und französischen Partner an der Durchführung von Maßnahmen im

2. L'engagement réciproque des partenaires allemands et français vis-à-vis de la Com-

Rahmen des Zuschussantrages ist für die Partner untereinander und gegenüber der Kommission nur verbindlich, wenn der beantragte Finanzierungsbeitrag der Kommission und die eigenen Beiträge der deutschen und französischen Seite gesichert sind.

3.Einer der Vertragspartner verpflichtet sich für die Dauer der Laufzeit der Vereinbarung nach Maßgabe von Artikel 7 die Aufgabe als regionaler Finanzträger zu übernehmen.

Für die Dauer dieser Rahmenvereinbarung ist der regionale Finanzträger der MEDEF Alsace.

4.Der MEDEF Alsace übernimmt die Verwaltung und Auszahlung der europäischen Fördermittel im Rahmen der Abwicklung der Zuschussanträge, unter Berücksichtigung der EURES-Vorschriften (u.a. den Aufrufen zur Einreichung von Vorschlägen, dem Vademekum, dem EURES-T Handbuch), der mit der BA/ZAV jährlich abzuschließenden Finanzvereinbarung zur Einreichung von Vorschlägen, sowie eventueller weiterer Vorgaben des Lenkungsausschusses. Ferner werden über den MEDEF Alsace der dreijährige Arbeitsplan und die jährlichen Zuschussanträge des EURES-T bei dem zuständigen EURES-Mitglied eingereicht.

6c) Budget Schweiz

1.Das Budget Schweiz für die Zuschussanträge setzt sich aus einem Beitrag des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) und eigenen Beitragsleistungen der Schweizer Partner gemäß der „Gemeinsamen Unterrichtung des durch das Abkommen zwischen der Europäischen Gemeinschaft ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Schweizerischen Eidgenossenschaft andererseits über die Freizügigkeit eingesetzten gemischten Ausschusses“ vom 18.06.2004 zusammen. Das SECO kann um eine Beteiligung an der Kofinanzierung, die das Ziel hat, das Funktionieren des EURES-T sicherzustellen, ersucht werden. Die Kofinanzierung unterliegt derselben Aufteilung wie unter 6a) beschrieben.

2.Die Mitwirkung an der Durchführung von Maßnahmen im Rahmen des Arbeitsplanes ist für die Schweizer Partner untereinander und gegenüber dem SECO nur verbindlich, wenn der beantragte Finanzierungsbetrag des SECO gesichert ist.

3.Die regionale Finanzträchterschaft für das Budat

mission à participer à la réalisation d'activités dans le cadre de la demande de subvention est définitif lorsque le versement de la contribution financière demandée auprès de la Commission et les apports propres du côté allemand et du côté français sont garantis.

3.Un des co-contractants s'engage à assurer les fonctions de relais financier régional pour la durée de la Convention, dans le respect de l'article 7.

Pour la durée de la présente Convention, le relais financier régional est le MEDEF Alsace.

4.Le MEDEF Alsace assure la gestion et la répartition de la subvention européenne dans le cadre des demandes de subvention en tenant compte des directives EURES (entre autres les appels de présentation des propositions, le Vade-mecum, le guide EURES-T), de la convention financière annuelle avec la BA/ZAV, ainsi que d'autres instructions éventuelles du comité de pilotage. De plus, le plan d'activités triennal et les demandes de subvention annuelles de l'EURES-T seront transmis par le MEDEF Alsace au membre EURES concerné.

6c) Budget Suisse

1.Le budget Suisse pour les demandes de subvention se compose conformément à l'« Information du 18 juin 2004 à l'intention du comité mixte institué selon l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes » du 18 juin 2004 d'une contribution du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et de contributions propres des partenaires suisses. Le SECO peut être sollicité au titre des dépenses du cofinancement destiné à assurer le fonctionnement de l'EURES-T. Le cofinancement est reparti selon la formule décrite à l'article 6a).

2.L'engagement des partenaires suisses entre eux et vis-à-vis du SECO à participer à la réalisation d'activités dans le cadre du plan d'activités est définitif lorsque le versement de la contribution financière demandée auprès du SECO est garantie.

3.Concernant le budat Suisse. le relais

Schweiz übernimmt gegenüber dem SECO das AWA BS.

4. Das AWA BS übernimmt die Verwaltung und Auszahlung der Schweizer Fördermittel im Rahmen der Abwicklung der Zuschussanträge, unter Berücksichtigung der EURES-Vorschriften (u.a. den Aufrufen zur Einreichung von Vorschlägen, dem Vademecum, dem EURES-T Handbuch), der Vorschriften der Schweizerischen Eidgenossenschaft sowie eventueller weiterer Vorgaben des Lenkungsausschusses.

5. Das SECO leistet keine Zuschüsse für die Ausbildung und den Einsatz für Informations- und Beratungsmaßnahmen der EURES-Berater der Sozialpartner. Das SECO kann jedoch für die Durchführung anderer Maßnahmen als oben beschrieben, das heißt für gesonderte, projektnahe Leistungen, in den auch Personalkosten enthalten sein können, Zuschüsse gewähren.

ARTIKEL 7 - HAFTUNG

Die projektverantwortlichen Organisationen sind gegenüber dem regionalen Finanzträger für die von ihnen betreuten Maßnahmen inhaltlich und rechnerisch rechenschaftspflichtig.

Für das Schweizer Budget sind die Organisationen, gegenüber dem AWA BS rechenschaftspflichtig.

Sie haften:

- bei fehlerhafter Maßnahmen- und Auftragsabwicklung und bei Nicht-Einhaltung der EU-Bestimmungen insbesondere der Ausschreibungs- und Vergabevorschriften;
- im Falle einer Überschreitung des von der Kommission und vom SECO genehmigten Budgets;
- sofern die Kommission und/oder das SECO bei der Endabrechnung der Maßnahmen feststellen, dass für einzelne Positionen zu hohe Kosten verrechnet wurden.

Ist eine projektverantwortliche Organisation keine Rechtspersönlichkeit, so haftet die für sie zuständige Rechtspersönlichkeit, soweit diese die Rahmenvereinbarung mit unterzeichnet.

financier régional vis-à-vis du SECO sera assuré par le AWA BS.

4. Le AWA BS assure la gestion et la répartition de la subvention suisse dans le cadre des demandes de subvention en tenant compte des directives EURES (entre autres les appels de présentation des propositions, le Vade-mecum, le guide EURES-T), des réglementations de la Confédération Helvétique, ainsi que d'autres instructions éventuelles du comité de pilotage.

5. Le SECO ne subventionne pas la formation et la participation aux activités d'information et de conseils des conseillers EURES des partenaires sociaux. Le SECO peut néanmoins accorder des subventions pour la réalisation d'activités autres que décrites ci-dessus, c'est-à-dire pour des prestations spécifiques proches des activités et qui peuvent également contenir des frais de personnel.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

Les organisations en charge d'activités sont responsables de la bonne mise en œuvre et gestion financière des projets vis-à-vis du relais financier régional.

Concernant le budget Suisse, les organisations sont responsables vis-à-vis du AWA BS.

Leur responsabilité exclusive est engagée:

- en cas de mauvaise gestion de l'activité ou de la mission et de non-respect des réglementations de l'UE en particulier en ce qui concerne les appels d'offre et les attributions des marchés ;
- au cas de dépassement du budget accepté par la Commission et par le SECO ;
- dans le cas où la Commission et/ou le SECO constaterait lors de la validation du décompte final des activités un calcul surévalué des coûts sur une ligne budgétaire.

Si une organisation en charge d'activités n'a pas de personnalité juridique, la responsabilité de l'organisme ayant la personnalité juridique dont elle dépend, est engagée pour autant qu'il cosigne également la convention.

Der regionale Finanzträger MEDEF Alsace haftet allein gegenüber der Bundesagentur für Arbeit/ZAV, insbesondere für die Einhaltung der EU-Bestimmungen, die ordnungsgemäße Projektdurchführung und die Einhaltung der sich aus der mit der BA/ZAV abzuschließenden Finanzvereinbarung ergebenden Verpflichtungen.

Die Bundesagentur für Arbeit/ZAV legt unter Berücksichtigungen der von der europäischen Kommission vorgegebenen Gesamtmodalitäten die Abrechnungs- und Berichtsmodalitäten fest, die vom EURES-T, dem regionalen Finanzträger und somit auch von allen projektverantwortlichen Partnerorganisationen einzuhalten sind. Die Nichteinhaltung der vorgegebenen Fristen und Verfahren kann zur Kürzung, Streichung oder Rückforderung der Zuschüsse führen.

Der regionale Finanzträger AWA BS ist gegenüber dem SECO rechenschaftspflichtig. Das SECO und das AWA BS legen die Abrechnungs- und Berichtsmodalitäten fest.

Le relais financier régional MEDEF Alsace est seul responsable vis-à-vis de la Bundesagentur für Arbeit/ZAV, en particulier en ce qui concerne le respect des réglementations de l'UE, la bonne mise en œuvre des projets et le respect des engagements résultant de la convention financière à signer par le MEDEF Alsace et la BA/ZAV

La Bundesagentur für Arbeit/ZAV définit, dans le respect des modalités globales de la Commission européenne, les modalités de décompte et de compte-rendu. Ces modalités seront respectées par l'EURES-T, le relais financier régional et ainsi toutes les organisations partenaires responsables d'activités. Le non-respect des délais et procédures ainsi définies peut entraîner une réduction, une suppression des subventions ou l'obligation de les rétrocéder.

Le relais financier régional AWA BS est responsable vis-à-vis du SECO. Le SECO et le AWA BS définissent les modalités de décompte et de compte-rendu.

ARTIKEL 8 – DAUER

Die Vereinbarung gilt vom 1. April 2007 bis zum 31. März 2010.

Der Inhalt dieser Vereinbarung kann während ihrer Laufzeit schriftlich nur in Einstimmigkeit aller Unterzeichner geändert werden.

ARTICLE 8 – DUREE

La convention cadre est appliquée du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2010.

Le contenu de la présente Convention ne peut être modifié par écrit, pendant sa période de validité, qu'avec vote à l'unanimité des signataires.

ARTIKEL 9 – AUFLÖSUNG

Im Falle grundlegender Meinungsverschiedenheiten über die Strategie und/oder die durchzuführenden Maßnahmen kann jeder Unterzeichner seine Teilnahme an der Partnerschaft zum Ende eines jeden Haushaltjahres beenden. Er teilt dies 3 Monate vor Ablauf des Haushaltjahres mittels einer schriftlichen und begründeten Erklärung jedem der Mitunterzeichner mit. Die übrigen Unterzeichner entscheiden sich zu diesem Zeitpunkt falls erforderlich über die Fortsetzung ihrer Zusammenarbeit. Die Beendigung der Teilnahme durch ein EURES-Mitglied (ANPE und Bundesagentur für Arbeit/ZAV) bewirkt die

ARTICLE 9 – CESSATION

En cas de divergence fondamentale relative aux stratégies et/ou à la mise en œuvre des activités, chaque co-contractant peut mettre fin à sa participation au partenariat à l'expiration de chaque exercice budgétaire. A cet effet il doit faire parvenir 3 mois avant l'expiration de l'exercice budgétaire une déclaration écrite et motivée à chacun des co-contractants. Les autres co-contractants décident alors, le cas échéant, de la poursuite de leur coopération. L'arrêt de la participation demandée de l'un des membres EURES (ANPE et Bundesagentur für Arbeit/ZAV) a pour effet de

Auflösung des EURES-T-Oberrhein/Rhin Supérieur.

Im Fall der Auflösung sind die Mitglieder des Lenkungsausschusses, die projektverantwortlichen Organisationen und die regionalen Finanzträger verpflichtet, eine ordnungsgemäße Abwicklung der noch offenen Finanztransfers mit der Bundesagentur für Arbeit/ZAV und mit dem SECO sicher zu stellen.

dissoudre l'EURES-T Oberrhein/Rhin Supérieur.

En cas de cessation, les membres du comité de pilotage, les organisations en charge d'activités et les relais financiers régionaux doivent s'assurer d'une clôture correcte des transfers financiers en cours avec la Bundesagentur für Arbeit/ZAV et le SECO.

ANLAGEN

Folgende Anlagen sind fester Bestandteil dieser Rahmenvereinbarung und unterliegen somit denselben Verbindlichkeit und denselben Modalitäten bei etwaigen Änderungen wie der Hauptteil der Vereinbarung:

Anhang 1: Geographische Abgrenzung

Anhang 2: Zielsetzungen

Anhang 3: Lenkungsausschuss

Anhang 4: Koordination

ANNEXES

Les annexes ci-après font partie intégrante de la présente convention et ont par conséquent le même caractère contractuel et sont soumises aux mêmes modalités en cas d'éventuelles modifications que le corps de la convention :

Annexe 1 : Périmètre géographique

Annexe 2 : Objectifs

Annexe 3 : Comité de pilotage

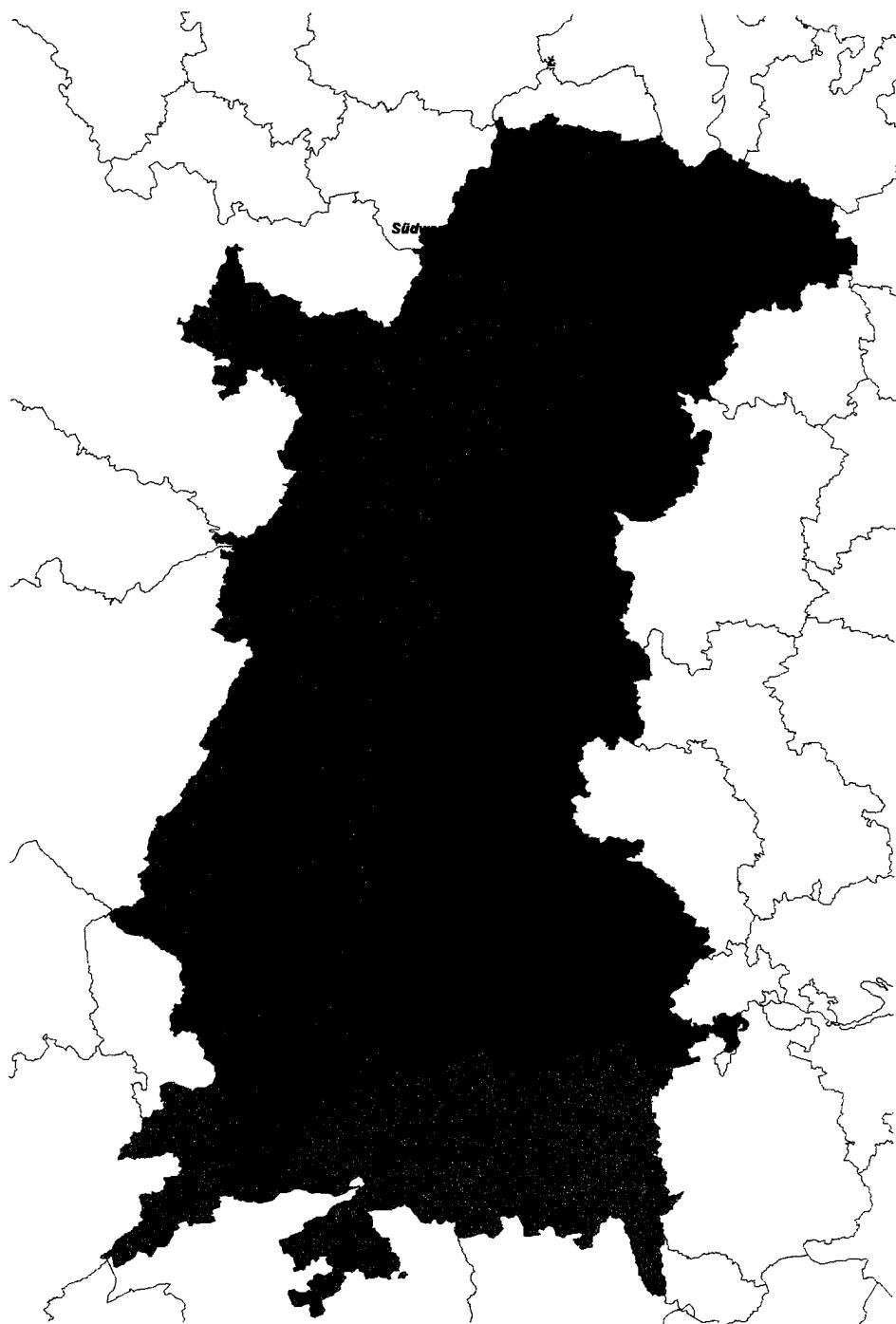
Annexe 4 : Coordination

ANHANG 1
zur Rahmenvereinbarung
EURES-T « Oberrhein – Rhin Supérieur »
GEOGRAPHISCHE ABGRENZUNG

- Land Baden-Württemberg:
Arbeitsagenturbezirke Karlsruhe, Offenburg, Freiburg, Lörrach, Rastatt;
- Land Rheinland-Pfalz:
Arbeitsagenturbezirk Landau und die beiden Verbandsgemeinden Dahn und Hauenstein;
- Région Alsace;
- Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Aargau, Solothurn, Jura.

ANNEXE 1
à la Convention Cadre relative
à l'EURES -T « Oberrhein – Rhin Supérieur »
PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

- Land Bade-Wurtemberg :
Arbeitsagenturbezirke Karlsruhe, Offenburg, Freiburg, Lörrach, Rastatt;
- Land Rhénanie-Palatinat :
Arbeitsagenturbezirk Landau ainsi que les deux groupements de communes (Verbandsgemeinden) Dahn et Hauenstein ;
- Région Alsace ;
- Cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie, Soleure, Jura.



Rhin Supérieur/Oberrhein



ANHANG 2
zur Rahmenvereinbarung
EURES-T „Oberrhein – Rhin Supérieur“

ZIELSETZUNGEN

- Schaffung von Transparenz am Arbeitsmarkt im Grenzgebiet zum Nutzen von Arbeitgebern und Arbeitnehmern, um einen besseren Abgleich zwischen Angebot und Nachfrage zu erzielen.
- Die Bevölkerung im Grenzgebiet, an die sich das Luxemburger Abkommen richtet, soll in den Genuss der von den einzelnen Ländern in diesem Rahmen ergriffenen Maßnahmen kommen, und somit mehr Mobilität im grenznahen Arbeitsmarkt erzeugt werden.
- Information über die Entwicklung des Arbeitsmarktes und der Beschäftigungslage im Grenzgebiet.
- Information für Arbeitgeber und Arbeitnehmer über die im Grenzgebiet herrschenden Lebens- und Arbeitsbedingungen (Sozialrecht, Arbeitsrecht, Lebensbedingungen, Wohnungen, soziale Sicherung, Steuersystem, usw.).
- Bekanntmachung der verschiedenen Berufsbildungssysteme und -möglichkeiten bei den Akteuren des Arbeits- und Ausbildungsmarktes am Oberrhein; Analyse und Bekanntmachung der Hindernisse bezüglich des Zugangs zur beruflichen Bildung von grenzüberschreitend Arbeitsuchenden gegenüber den betroffenen Instanzen
- Verbesserung des Zugangs zur beruflichen Bildung.

ANNEXE 2
à la Convention Cadre relative
à l'EURES -T « Oberrhein – Rhin Supérieur »

OBJECTIFS

- Rendre, au profit des employeurs et des employées, le marché du travail transparent en vue d'une meilleure adéquation entre l'offre et la demande.
- Viser à faire bénéficier les publics frontaliers ciblés par l'accord de Luxembourg des mesures prévues par chaque pays dans ce cadre et ainsi améliorer la mobilité sur le marché du travail frontalier.
- Informer sur l'évolution du marché du travail et de la situation de l'emploi dans la région frontalière.
- Informer les employeurs et les employés sur les conditions de vie et de travail en vigueur de chaque côté des frontières (droit social, législation du travail, conditions de vie, logement, sécurité sociale, fiscalité, etc.).
- Faire connaître les divers systèmes et les possibilités de formation professionnelle aux acteurs du marché de l'emploi et de la formation dans le Rhin Supérieur ; analyser et faire connaître aux instances concernées les freins à l'accès à la formation professionnelle pour les demandeurs d'emploi transfrontaliers
- Améliorer l'accès à la formation professionnelle.

ANHANG 3
zur Rahmenvereinbarung
EURES-T „Oberrhein – Rhin Supérieur“
LENKUNGSAUSSCHUSS

Artikel 1: Inhalt

Dieser Anhang regelt die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Lenkungsausschusses im Rahmen des EURES-T Oberrhein/ Rhin Supérieur.

Artikel 2: Hauptaufgaben des Lenkungsausschusses

- Der Lenkungsausschuss legt die Strategie für die Partnerschaft im Rahmen ihres dreijährigen Arbeitsplans fest, der jährlich im Lichte der für das EURES-Netzwerk als Ganzes festgelegten EURES-Leitlinien geprüft wird.
- Er billigt den Vorschlag für den jährlichen Finanzhilfeantrag, der in den Finanzhilfeantrag des betreffenden EURES-Mitglieds aufzunehmen ist – einschließlich etwaiger Änderungsanträge (im Rahmen des unter Artikel 3 beschriebenen Verfahrens).
- Er legt die praktischen Modalitäten sowie die Zuständigkeiten der Partner für die Durchführung der Maßnahmen fest.
- Er billigt die Zwischenberichte und Abschlussberichte sowie die Abrechnungen über die Durchführung des Arbeitsplans, bevor die entsprechenden Unterlagen dem betreffenden EURES-Mitglied übermittelt werden.
- Er gewährleistet die Gesamtkohärenz der Partnerschaft, insbesondere was die umzusetzenden Arbeitspläne betrifft.
- Er ernennt – in Abstimmung mit dem betreffenden EURES-Mitglied – den Koordinator der Partnerschaft.
- Er sorgt für ein effektives Monitoring und eine effektive Evaluierung der Maßnahmen, einschließlich ihrer Finanzierung, und nimmt in regelmäßigen Abständen eine Bewertung der Ergebnisse vor.
- Er legt interne Verfahrensvorschriften fest für die Bildung von Arbeitsgruppen, für Dienstreisen usw.
- Er hat dafür Sorge zu tragen, dass EURES-Berater ausgebildet und für die Erfüllung der EURES-Zielsetzungen flächendeckend eingesetzt werden.

Artikel 3 : Zusammensetzung

Jede beteiligte Organisation entsendet einen Vertreter in den Lenkungsausschuss. Jeder Vertreter hat ein Stimmrecht. Die BA/ZAV als zuständiges EURES-Mitglied hat für die Laufzeit der vorliegenden Vereinbarung Vetorecht.

ANNEXE 3
à la Convention Cadre relative
à l'EURES -T « Oberrhein – Rhin Supérieur »
COMITE DE PILOTAGE

Article 1: Contenu

Cette annexe définit la composition et le fonctionnement du comité de pilotage dans le cadre de l'EURES-T Oberrhein/ Rhin Supérieur.

Article 2: Tâches principales du comité de pilotage

- Le comité de pilotage fixe la stratégie du partenariat dans le cadre de son plan triennal d'activité; cette stratégie est réexaminée tous les ans et tient compte des orientations définies pour l'ensemble du réseau EURES.
- Il approuve une proposition de demande annuelle de subvention à intégrer dans la demande de subvention du membre EURES concerné – comprenant éventuellement des demandes de modification (dans le cadre de la procédure décrite à l'article 3).
- Il définit les modalités pratiques et désigne les partenaires responsables de la réalisation des activités.
- Il approuve les rapports et comptes intermédiaires et finaux concernant l'exécution du plan d'activité avant leur transmission au membre EURES.
- Il garantit la cohésion générale du partenariat, notamment par rapport à ses plans d'activité.
- Il nomme le coordinateur du partenariat en collaboration avec le membre EURES.
- Il assure un suivi et une évaluation efficaces des activités, notamment de leur financement, et évalue régulièrement les résultats obtenus.
- Il approuve les procédures internes régissant la constitution des groupes de travail, la réalisation des missions, etc.
- Il s'assure que des conseillers EURES sont formés et missionnés sur des objectifs EURES, en respectant une bonne répartition géographique.

Article 3: Composition

Chaque organisation participante délègue un représentant au comité de pilotage. Chaque représentant dispose d'une voix. La BA/ZAV, en tant que membre EURES concerné pendant la durée de la présente convention, a droit de veto.

Der Lenkungsausschuss wird von einem der Mitglieder des Lenkungsausschusses geleitet und setzt sich folgendermaßen zusammen:

3.1 Für die EURES-Mitglieder

- Ein Vertreter der BA/ZAV ,
- Der Generaldirektor der ANPE oder sein Vertreter,

3.2 Für die regionalen Arbeitsverwaltungen

- Der Regionaldirektor der ANPE Alsace oder sein Vertreter,
- Der Vorsitzende der Geschäftsführung der Regionaldirektion Baden-Württemberg der Bundesagentur für Arbeit oder sein Vertreter,
- Der Vorsitzende der Geschäftsführung der Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der Bundesagentur für Arbeit oder sein Vertreter,
- Der Geschäftsführer des AWA BS und der Chef du Service des arts et métiers et du travail de la République et Canton du Jura oder ihre Vertreter im Namen der Arbeitsverwaltungen der Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Aargau, Solothurn und Jura.

3.3 Im Namen der Gewerkschaften

- Vier Vertreter benannt durch die interregionalen Gewerkschaftsräte unter dem Dach des Europäischen Gewerkschaftsbundes (EGB) .

3.4 Im Namen der Arbeitgeberorganisationen:

- Der Vorsitzende des MEDEF Alsace oder sein Vertreter,
- Der Vorsitzende der Landesvereinigung Baden-Württembergischer Arbeitgeberverbände oder sein Vertreter,
- Der Vorsitzende der Landesvereinigung Rheinland-Pfälzischer Unternehmerverbände oder sein Vertreter,
- Der Geschäftsführer des Basler Volkswirtschaftsbundes oder sein Vertreter.

3.5 Für die beteiligten Regionen

- Der Präfekt der Region Elsass und des Département Bas-Rhin oder sein Vertreter,
- Der Vorsitzende des Conseil Régional d'Alsace oder sein Vertreter,
- Der Vorsitzende des Conseil Général du Bas-Rhin oder sein Vertreter,
- Der Vorsitzende des Conseil Général du Haut-Rhin oder sein Vertreter,
- Der Minister des Ministeriums für Arbeit, Soziales, Familie und Gesundheit Rheinland-Pfalz oder sein Vertreter,
- Der Regierungspräsident des Regierungsbezirks Freiburg oder sein Vertreter,

Le comité de pilotage est présidé par un des membres du comité de pilotage et se compose comme suit :

3.1 Pour les membres EURES

- Un représentant de la BA/ZAV,
- Le Directeur général de l'ANPE ou son représentant,

3.2 Pour les administrations régionales de l'emploi

- Le Directeur Régional de l'ANPE Alsace ou son représentant,
- Le Vorsitzende der Geschäftsführung de la Regionaldirektion Baden-Württemberg der Bundesagentur für Arbeit ou son représentant,
- Le Vorsitzende der Geschäftsführung de la Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der Bundesagentur für Arbeit ou son représentant,
- Le Directeur de l'AWA BS et le Chef du Service des arts et métiers et du travail de la République et Canton du Jura ou leurs représentants au nom des administrations de l'emploi des Cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie, Soleure et Jura.

3.3 Pour les syndicats :

- Quatre représentants désignés par les Conseils Syndicaux Interrégionaux sous couvert de la Confédération européenne des syndicats (CES).

3.4 Pour les organisations patronales:

- Le Président du MEDEF Alsace ou son représentant,
- Le Président de la Landesvereinigung Baden-Württembergischer Arbeitgeberverbände ou son représentant,
- Le Président de la Landesvereinigung Rheinland-Pfälzischer Unternehmerverbände ou son représentant,
- Le Directeur du Basler Volkswirtschaftsbund ou son représentant.

3.5 Pour les régions intéressées

- Le Préfet de la Région Alsace et du Département Bas-Rhin ou son représentant,
- Le Président du Conseil Régional d'Alsace ou son représentant,
- Le Président du Conseil Général du Bas-Rhin ou son représentant,
- Le Président du Conseil Général du Haut-Rhin ou son représentant,
- Le ministre pour le Travail, les Affaires sociales, la Famille et la Santé de Rhénanie-Palatinat ou son représentant,
- Le Regierungspräsident du Regierungsbezirk de Freiburg ou son représentant,

- Der Regierungspräsident des Regierungsbezirks Karlsruhe oder sein Vertreter,
- Der Vorsteher des Justizdepartements des Kantons Basel-Stadt im Namen der Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Aargau, Solothurn und Jura oder sein Vertreter.

3.6 Andere Mitglieder:

Der Lenkungsausschuss kann Experten oder Vertreter von Organisationen hinzuziehen, die mit EURES-T ohne Stimmrecht zusammenarbeiten.

Ein Vertreter der Kommission, ein Vertreter des Europaservice der BA (ES-BA) und ein Vertreter des SECO werden als Beobachter zu den Sitzungen des Lenkungsausschusses eingeladen.

3.7 Arbeitsweise

Der Lenkungsausschuss tritt mindestens zweimal jährlich zusammen. Die Sitzungsunterlagen müssen seinen Mitgliedern in deutscher und französischer Sprache spätestens zwei Wochen vor der Sitzung vorliegen.

Der Lenkungsausschuss kann sich bei seinen Arbeiten durch einen Begleitausschuss sowie ggf. durch Arbeitsgruppen unterstützen lassen.

Die Entscheidungen des Lenkungsausschusses werden mehrheitlich von den anwesenden Mitgliedern oder deren Vertretern getroffen, wobei mindestens ein Vertreter jeder der drei Länder, je ein Vertreter der EURES-Mitglieder (ANPE oder BA/ZAV) und wenigstens die Hälfte der Vertreter der anderen Partner anwesend sein müssen.

Artikel 4 : Begleitausschuss

Für den Fall, dass der Lenkungsausschuss sich durch einen Begleitausschuss unterstützen lässt, so setzt sich der Begleitausschuss aus je einem Vertreter der Partnerorganisationen zusammen, die Maßnahmen durchführen.

Er stellt insbesondere auf Weisung des Lenkungsausschusses gemeinsam mit dem Koordinator (Artikel 6 dieses Anhanges 3) die Vorbereitung und Umsetzung des Arbeitsplanes sicher.

Artikel 5 : Arbeitsgruppen

Der Lenkungsausschuss oder der Begleitausschuss können Arbeitsgruppen benennen und ihnen bestimmte Aufgaben übertragen. Sie tragen zur Ausarbeitung von Maßnahmen bei, die dem Lenkungsausschuss unterbreitet werden und legen dem Lenkungsausschuss über ihre Arbeiten Rechenschaft ab.

- Le Regierungspräsident du Regierungsbezirk de Karlsruhe ou son représentant,
- Le Conseiller d'Etat du Département à la Justice du Canton de Bâle-Ville au nom des Cantons Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie, Soleure et Jura.

3.6 Autres membres:

Le comité de pilotage peut faire appel à des experts ou à des représentants d'organisations coopérant avec EURES-T. Ils ne disposent pas d'un droit de vote.

Un représentant de la Commission, un représentant de l'Europaservice der BA (ES-BA) et un représentant du SECO sont invités aux réunions du comité de pilotage.

3.7 Modalités de fonctionnement:

Le comité de pilotage se réunit au moins deux fois par an. Les documents de séance doivent parvenir à ses membres en allemand et en français au plus tard deux semaines avant la séance.

Le comité de pilotage peut se faire assister dans ses travaux par un comité de suivi ainsi que, le cas échéant, par des groupes de travail.

Les décisions du comité de pilotage sont adoptées à la majorité des membres présents, sous réserve que soient présents au moins un représentant de chacun des trois pays, un représentant des membres EURES (ANPE ou BA/ZAV) et au moins la moitié des représentants des autres partenaires.

Article 4 : Comité de suivi

Dans le cas où le comité de pilotage se fait assister par un comité de suivi, le comité de suivi se compose d'un représentant de chaque organisme partenaire réalisant des activités.

Il assure notamment, selon les instructions du comité de pilotage, et avec le coordinateur (article 6 de cette annexe 3) la préparation et la mise en œuvre du plan d'activités.

Article 5 : Groupe de travail

Le comité de pilotage ou le comité de suivi peuvent créer des groupes de travail et leur confier des tâches définies. Ceux-ci contribuent à l'élaboration des propositions d'activités qui seront présentées au comité de pilotage et rendent compte de leurs travaux au comité de pilotage.

Artikel 6: Koordination

Der Lenkungsausschuss, der Begleitausschuss und die Arbeitsgruppen werden durch einen einen Koordinator unterstützt. Die Ernennung erfolgt durch den Lenkungsausschuss und das zuständige EURES-Mitglied.

Die Aufgaben des Koordinators sind im Anhang 4 festgelegt.

Artikel 7: Vorsitz

7.1 Dauer des Vorsitzes

Der Vorsitz des Lenkungsausschusses wird von einem Vorsitzenden und zwei stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Das Mandat des Vorsitzenden und seiner Vertreter umfasst drei Jahre.

Der Vorsitzende und die stellvertretenden Vorsitzenden nehmen das Amt in enger Zusammenarbeit wahr. Der Vorsitzende kann Aufgaben an seine Stellvertreter delegieren.

Der Lenkungsausschuss kann einen Ehrenvorsitzenden ernennen. Er kann an den Sitzungen des Lenkungsausschusses mit beratender Stimme teilnehmen.

7.2 Ernennung des Vorsitzenden

- Der Vorsitzende sollte – soweit möglich – im Wege des Konsenses ernannt werden. Kann keine Einigung erzielt werden, ist der Vorsitzende von den Mitgliedern des Lenkungsausschusses mit einfacher Mehrheit zu wählen.

- Der Koordinator darf nicht den Vorsitz übernehmen.

- Der Vorsitzende sollte bereit sein, Zeit für die Förderung der Entwicklung der Partnerschaft aufzuwenden.

- Der Vorsitzende muss in der Lage sein, eine effektive Zusammenarbeit innerhalb der Partnerschaft zu fördern und mit allen Partnern zu kommunizieren.

- Bei dem Vorsitzenden muss es sich um einen Vertreter einer derjenigen Organisationen handeln, die die Rahmenvereinbarung unterzeichnet haben.

- Der Ausschuss muss ein Verfahren festlegen für die Regelung der Stellvertretung im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden.

7.3 Hauptaufgaben des Vorsitzenden

- Der Vorsitzende legt die vom Koordinator vorgeschlagene Tagesordnung fest und beruft den Lenkungsausschuss spätestens vierzehn Tage vor dem Sitzungstermin ein.

- Er bereitet die Sitzungen in Zusammenarbeit mit dem Koordinator und den Partnern vor.

- Er führt den Vorsitz in den Sitzungen des Lenkungsausschusses und ist, neben dem Koordinator, Mitunterzeichner der Sitzungsprotokolle.

- Er handelt und setzt die Beschlüsse des Lenkungsausschusses um und vertritt in diesem Rahmen EURES-T in der Öffentlichkeit und bei der

Article 6 : Coordination

Le comité de pilotage, le comité de suivi et les groupes de travail sont assistés par un coordinateur. Sa désignation est assurée par le comité de pilotage et le membre EURES en charge.

Les missions du coordinateur sont définies à l'annexe 4.

Article 7 : Présidence

7.1 Durée de la présidence

La présidence du comité de pilotage est assurée par un président assisté de deux vice-présidents. Le mandat du président et des vices-présidents dure trois ans.

Le président et les vices-présidents assurent la présidence collégialement. Le président peut déléguer des missions aux vices-présidents.

Le comité de pilotage peut désigner un président d'honneur. Il peut participer aux réunions du comité de pilotage et dispose d'une voix consultative.

7.2 Désignation du président

- Le Président est – dans la mesure du possible – élu au terme d'une décision consensuelle. Faute de consensus, le président est élu à la majorité simple des membres du comité de pilotage.

- Le coordinateur ne peut être le président.

- Le président doit être prêt à investir du temps pour améliorer et promouvoir le partenariat.

- Il doit être capable d'encourager une coopération efficace au sein du partenariat et de communiquer avec tous les partenaires.

- Le président est l'un des représentants d'une organisation signataire de l'accord-cadre.

- Le comité décide d'une procédure de remplacement en cas d'absence du président.

7.3 Principales tâches du président :

- Le Président arrête l'ordre du jour proposé par le coordinateur et convoque le comité de pilotage au plus tard 15 jours avant la tenue des réunions.

- Il prépare les réunions avec le coordinateur et les partenaires.

- Il préside les réunions du comité de pilotage et cosigne avec le coordinateur les procès verbaux des séances.

- Il agit et met en œuvre les décisions du comité de pilotage et dans ce cadre il représente publiquement et auprès de la Commission

Kommission.

•Der Vorsitzende verfügt über keine besonderen Stimmrechte.

l'EURES-T.

•Le président ne dispose pas de droit de vote spécial.

ANHANG 4
zur Rahmenvereinbarung
EURES-T „Oberrhein – Rhin Supérieur“

KOORDINATION

Artikel 1 : Gegenstand

Der vorliegende Anhang regelt die Beziehungen zwischen den Vertragspartnern von EURES-T in der Grenzregion Oberrhein und dem Koordinator.

Artikel 2: Stellung und Aufgaben des Koordinators

2.1 Stellung

• Der Koordinator unterstützt den Lenkungsausschuss bei der Steuerung und Überwachung der Durchführung der beschlossenen und genehmigten Aktivitäten und erfüllt die unter 2.2. und 2.3. beschriebenen Aufgaben. In diesem Rahmen ist er ist dem Lenkungsausschuss rechenschaftspflichtig. Er untersteht nicht unmittelbar dem Vorsitzenden. Beide arbeiten jedoch eng zusammen.

2.2 Hauptaufgaben des Koordinators

Der Koordinator unterstützt den Lenkungsausschuss bei der Steuerung und Überwachung der Durchführung der beschlossenen und genehmigten Aktivitäten. Dabei hat er insbesondere folgende Aufgaben wahrzunehmen:

- Vorbereitung der Sitzungen des Lenkungsausschusses,
- Öffentlichkeitsarbeit für die Partnerschaft und Vertretung der Partnerschaft nach außen – gemeinsam mit dem Vorsitzenden des Lenkungsausschusses,
- Erstellung (und regelmäßige Aktualisierung) des Entwurfs der Arbeitsplans für die Partnerschaft in Übereinstimmung mit den EURES-Prioritäten und -Vorschriften,
- Ausarbeitung von Vorschlägen für Aktivitäten in Übereinstimmung mit den EURES-Leitlinien,
- Gewährleistung eines kohärenten, integrierten Ansatzes bei der Umsetzung der EURES-T-Aktivitäten,
- Entwicklung und Implementierung – in Zusammenarbeit mit dem Lenkungsausschuss – eines Monitoring- und Evaluierungssystems,
- Vorbereitung – in Zusammenarbeit mit dem Lenkungsausschuss – der Überprüfung der EURES-T-Partnerschaft und Abhaltung einer Überprüfungsitzung mit dem betreffenden EURES-Mitglied,
- Initiierung und Überwachung der Maßnahmen zur Evaluierung der von den Partnern durchgeführten Maßnahmen,
- Überwachung der Qualität der Unterstützungsaktivitäten der Partner – in Übereinstimmung mit den für EURES festgelegten Kriterien und Verfahren,
- Kontinuierliches Followup und gegebenenfalls Umsetzung der genehmigten Aktivitäten der Partnerschaft,

ANNEXE 4
à la Convention Cadre relative
à l'EURES -T « Oberrhein – Rhin Supérieur

COORDINATION

Article 1 : Objet

La présente annexe règle les relations entre les partenaires d'EURES-T dans la région frontalière Rhin Supérieur et le coordinateur.

Article 2 : Position et tâches du coordinateur

2.1 Position

• Le coordinateur aide le comité de pilotage à orienter et suivre la réalisation des activités choisies et approuvées et remplis les tâches décrites sous 2.2 et 2.3. Dans ce cadre, il est responsable devant le comité de pilotage et n'est pas placé sous l'autorité directe du président; cependant, les deux se doivent de travailler en étroite coopération.

2.2 Principales tâches du coordinateur

Le coordinateur aide le comité de pilotage à orienter et suivre la réalisation des activités choisies et approuvées. A cet égard, ses principales tâches sont les suivantes :

- préparer les réunions du comité de pilotage,
- promouvoir et représenter le partenariat aux côtés du président du comité de pilotage,
- préparer et (actualiser régulièrement) le projet de plan d'activité du partenariat, conformément aux priorités et règles EURES,
- élaborer des propositions d'activités conformes aux orientations EURES,
- veiller à ce que les activités du partenariat EURES-T soient menées selon une approche cohérente et intégrée,
- prévoir et mettre sur pied, en liaison avec le comité de pilotage, un système de suivi et d'évaluation,
- préparer, en coopération avec le comité de pilotage, une évaluation du partenariat EURES-T et rencontrer le membre EURES concerné pour la réunion même d'évaluation,
- lancer et superviser des activités d'évaluation portant sur les mesures appliquées par les partenaires,
- contrôler la qualité des actions de soutien réalisées par les partenaires par rapport aux critères et méthodes EURES,
- assurer le suivi quotidien et, le cas échéant, la mise en œuvre des activités approuvées du partenariat,

- Regelmäßige Kontrolle der Qualität der – insbesondere von den EURES-Beratern – erbrachten grundlegenden Dienstleistungen und Gewährleistung der Mitwirkung der EURES-Berater am EURES-Berichterstattungssystem,
- Förderung von Synergien mit anderen Gemeinschaftsprogrammen,
- Gewährleistung einer guten Kommunikation mit anderen grenzübergreifenden Partnerschaften, EURES-Mitgliedern und der Kommission.

2.3 Ständig wahrzunehmende Aufgaben des Koordinators

Die Auflistung der vom Koordinator ständig – in Zusammenarbeit mit den Partnern – wahr zunehmenden Aufgaben erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit:

- Förderung von Zusammenarbeit und gemeinsamen Aktionen und Beseitigung von Hindernissen, die einer Zusammenarbeit im Wege stehen,
- Unterstützung der Partner bei der Aufgabenerteilung innerhalb der Partnerschaft,
- Unterstützung der Partner bei der Planung geeigneter Aktionen, die in Einklang mit der vereinbarten Strategie stehen,
- Praktische Organisation und Sekretariatsgeschäfte des Lenkungsausschusses,
- Erstellung einer Zusammenfassung der monatlichen Statistiken zur Tätigkeit der EURES-Berater,
- Erstellung einer Zusammenfassung der von den EURES-Beratern vorgelegten Berichte über Mobilitätshindernisse,
- Entwicklung und Anwendung eines Systems zur Beschreibung des grenzüberschreitenden Arbeitsmarktes, insbesondere durch Verwertung einschlägiger statistischer Daten,
- Implementierung eines Werbe- und Kommunikationsplans für die Partnerschaft,
- Sicherung der Qualität der Werbeaktivitäten,
- Unterstützung der rechnungsführenden Organisationen bei der Erstellung des Haushaltsplans,
- Ausarbeitung/Prüfung der dem EURES-Mitglied übermittelten Finanzhilfeanträge,
- Kontrolle der Ausführung des Haushaltsplans der Partnerschaft und der Rechnungsführung,
- Erstellung des Jahresberichts der Partnerschaft,
- Kontrolle der Qualität der Endabrechnung und des Abschlussberichts der Partnerschaft als Ganzes sowie der Einhaltung der vom EURESCO festgelegten einschlägigen Vorschriften,
- Moderation des EURES-Berater-Netzes in der Grenzregion,
- Werbung für EURES bei den Linienmanagern der EURES-Berater und Gewährleistung ihrer Einbindung,
- Pflege der Kontakte zu den zentralen Dienststellen der Partnerorganisationen (Treffen auf nationaler Ebene),

- contrôler régulièrement la qualité des services fournis, notamment par les conseillers EURES, et veiller à ce que ces derniers participent au système d'élaboration des rapports EURES,
- encourager des synergies avec les autres programmes communautaires,
- garantir une bonne communication avec les autres partenariats transfrontaliers, les membres EURES et la Commission.

2.3 Tâches régulières du coordinateur

La liste suivante, non exhaustive, recense les tâches réalisées de manière régulière par le coordinateur en coopération avec les partenaires :

- encourager la coopération et les actions conjointes, et éliminer les obstacles à une telle coopération,
- aider les partenaires à se répartir les responsabilités,
- aider les partenaires à programmer des actions conformes à la stratégie adoptée
- assurer l'organisation pratique et le secrétariat du comité de pilotage,
- préparer le résumé des statistiques mensuelles sur les activités des conseillers EURES,
- préparer le résumé des rapports des conseillers EURES sur les obstacles à la mobilité,
- garantir l'élaboration et le fonctionnement d'un mécanisme permettant de décrire le marché transfrontalier du travail, fondé notamment sur l'utilisation de données statistiques,
- veiller à ce qu'un plan de promotion et de communication soit élaboré pour le partenariat,
- assurer la qualité des actions de promotion,
- aider l'organisation titulaire du compte à préparer le budget,
- préparer/contrôler les demandes de subvention envoyées au membre EURES,
- superviser l'exécution du budget et la comptabilité du partenariat,
- rédiger le rapport annuel du partenariat,
- garantir la qualité du rapport et des comptes finaux du partenariat ainsi que leur conformité aux règles d'EURESCO,
- animer le réseau des conseillers EURES dans la région transfrontalière,
- assurer la promotion du réseau EURES auprès des responsables opérationnels des conseillers EURES et garantir l'engagement de ces responsables,
- maintenir des contacts avec les services centraux des partenaires (rencontres au niveau national),

- Teilnahme an Sitzungen der Koordinatoren auf europäischer Ebene,
 - Pflege der Kontakte zu anderen regionalen Partnern und Koordinatoren des EURES-Netzwerks,
 - Zusammenarbeit mit den Koordinatoren anderer, an derselben Grenze liegender Partnerschaften zur Ermittlung etwaiger Synergien zwischen ihren Aktivitäten.
- assister aux réunions de coordinateurs à l'échelon européen,
 - maintenir des contacts avec les autres partenaires et coordinateurs régionaux du réseau EURES,
 - collaborer avec les coordinateurs des partenariats établis le long de la même frontière afin d'identifier des synergies dans les activités menées.

Artikel 3 : Auswahlverfahren und Funktionsweise sowie Anstellung des Koordinators

3.1 Bewerberprofil des Koordinators

Der zu ernennende Koordinator muss über eine mindestens dreijährige Erfahrung in den Bereichen Projektmanagement und Arbeitsmarkt verfügen. Darüber hinaus sollte er folgenden Anforderungen genügen:

- Hochschulausbildung (oder gleichwertige Berufserfahrung)
- Ausgezeichnete kommunikative – sowohl schriftliche als auch mündliche – Fähigkeiten
- Sehr gute Sprachkenntnisse in Deutsch und Französisch in Wort und Schrift; Englisch oder andere EU-Sprachen wären von Vorteil
- Computerkenntnisse (Benutzerebene)
- Kenntnis der in den betreffenden Regionen existierenden einschlägigen Institutionen und Netzwerke
- Erfahrung in der Ausarbeitung von Vorschlägen und Berichten
- Ausgezeichnete interpersonelle Fähigkeiten

3.2 Die Auswahl des Koordinators

Der Lenkungsausschuss genehmigt die Stellenbeschreibung für den Koordinator einschließlich der vorgesehenen Arbeitszeiten und etwaiger weiterer Bestimmungen (z. B. Besitz eines Führerscheins, Verfügbarkeit für Auslandsreisen). Anschließend wird der Koordinator gemeinsam vom Lenkungsausschuss und vom zuständigen EURES-Mitglied für drei Jahre ernannt. Dabei kommen drei Möglichkeiten in Betracht:

1. Der Lenkungsausschuss kann sich dafür entscheiden, einen den Anforderungen genügenden Kandidaten der öffentlichen Arbeitsverwaltung zu emennen. Der Lenkungsausschuss führt ein Interview mit dem Kandidaten und entscheidet gemeinsam mit dem zuständigen EURES-Mitglied über die Ernennung. Es wird davon ausgegangen, dass der so ausgewählte Bewerber im Interesse der Partnerorganisationen agiert.

2. Der Lenkungsausschuss kann sich dafür entscheiden, einen geeigneten Kandidaten zu emennen, der bereits

Article 3: Mode de désignation, de fonctionnement et d'engagement du coordinateur

3.1 Profil recherché du coordinateur

Le coordinateur à nommer, en plus d'une expérience pertinente d'au minimum trois ans dans la gestion de projets et le domaine du marché du travail, doit posséder :

- un diplôme d'enseignement supérieur (ou une expérience professionnelle équivalente),
- une excellente aptitude à la communication, tant orale qu'écrite,
- Très bonnes connaissances de l'allemand et du français oral et écrit ; l'anglais ou d'autres langues de l'UE sont appréciées,
- des compétences informatiques en tant qu'utilisateur,
- une connaissances des institutions et réseaux existant dans les régions concernées,
- une expérience en matière de préparation de propositions et rapports,
- un excellent sens de la communication interpersonnelle.

3.2 La désignation du coordinateur

Le comité de pilotage approuve la description de poste du coordinateur, y compris le temps de travail envisagé et éventuellement d'autres conditions requises (comme la possession d'un permis de conduire ou la disponibilité pour se rendre à l'étranger). Le coordinateur est ensuite nommé pour une durée de trois ans conjointement par le comité de pilotage et le membre EURES concerné. Trois scénarios sont envisageables :

1. Le comité de pilotage peut choisir de nommer un candidat provenant d'un des services publics de l'emploi et remplissant les conditions requises. Au terme d'un entretien avec le ou les candidats, il prend conjointement la décision de nomination avec le membre EURES concerné. Le candidat ainsi sélectionné se doit de servir au mieux les intérêts des organisations partenaires.

2. Le comité de pilotage peut décider de nommer un candidat adéquat travaillant déjà au service de

bei einer der Partnerorganisationen beschäftigt ist. Der Lenkungsausschuss führt ein Interview mit dem Kandidaten und entscheidet gemeinsam mit dem zuständigen EURES-Mitglied über die Ernennung.

3. Der Lenkungsausschuss und das zuständige EURES-Mitglied verständigen sich darauf, im Anschluss an einen offenen Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen einen Kandidaten zu ernennen. In der Regel findet dabei folgendes Verfahren Anwendung:

- Der Lenkungsausschuss setzt einen Auswahlausschuss ein, der das vorgeschriebene Verfahren einhält und dem Lenkungsausschuss eine Liste der drei besten vorausgewählten Kandidaten vorlegt; die Beteiligung des künftigen Arbeitgebers ist daran zwingend.
- Der Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen, der die Stellenbeschreibung für den Koordinator enthält sowie Angaben zu Vergütung, Arbeitszeiten und etwaigen anderen Bedingungen wird über die geeigneten von der öffentlichen Arbeitsverwaltung und den Partnerorganisationen genutzten Kanäle veröffentlicht.
- Anhand der Lebensläufe der Bewerber trifft der Auswahlausschuss eine Vorauswahl und erstellt eine Liste der in die engere Auswahl kommenden Kandidaten, die zu einem Gespräch eingeladen werden.
- Die vorausgewählten Bewerber werden vom Auswahlausschuss interviewt. Die Namen der besten Kandidaten werden dem Lenkungsausschuss, einschließlich des zuständigen EURES-Mitglieds, in der Reihenfolge ihrer Priorität vorgelegt.
- Auf der Grundlage des vom Auswahlausschuss unterbreiteten Vorschlags trifft der Lenkungsausschuss gemeinsam mit dem zuständigen EURES-Manager die Entscheidung.

3.3 Sitz der Koordination

Der Sitz des Koordinationsbüros wird vom Lenkungsausschuss festgelegt.

l'une des organisations partenaires. Au terme d'un entretien avec le ou les candidats, il prend conjointement la décision de nomination avec le membre EURES concerné.

3. Le comité de pilotage et le membre EURES concerné conviennent de nommer une personne à la suite d'un appel ouvert de candidatures. La procédure comporte normalement les étapes suivantes:

- le comité de pilotage nomme un comité de sélection, auquel participe obligatoirement le futur organisme employeur, qui sera tenu de respecter la procédure définie et de lui soumettre une liste des trois meilleurs candidats,
- l'appel à candidatures, qui précise la description du poste du coordinateur, le niveau de rémunération envisagé, le temps de travail et éventuellement d'autres modalités, est diffusé via les canaux utilisés par les services publics de l'emploi et les organisations partenaires,
- le comité de sélection procède à un premier tri des candidatures reçues en fonction des CV et établit une liste succincte des candidats aux entretiens,
- au terme des entretiens menés par le comité de sélection, les meilleurs candidats sont proposés, dans l'ordre de préférence établi, au comité de pilotage et au membre EURES concerné,
- Le comité de pilotage, en liaison avec le gestionnaire EURES, adopte une décision à partir de la proposition du comité de sélection.

3. 3 Siège de la coordination

Le siège du bureau de coordination est décidé par le comité de pilotage.

Für die Bundesagentur für Arbeit
Pour la Bundesagentur für Arbeit

Pour l'Etat français
Für den französischen Staat

Pour l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE)
Für die Agence nationale pour l'emploi (ANPE)

Für die Regionaldirektion Baden-Württemberg der
Bundesagentur für Arbeit
Pour la Regionaldirektion Baden-Württemberg der
Bundesagentur für Arbeit

Für die Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der
Bundesagentur für Arbeit
Pour la Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der
Bundesagentur für Arbeit

Pour la Direction Régionale ANPE
Für die Regionaldirektion ANPE

Für den Kanton Basel-Stadt
Pour le Canton de Bâle-Ville

Für den Kanton Basel-Landschaft
Pour le Canton de Bâle-Campagne

Für den Kanton Aargau
Pour le Canton d'Argovie

Für den Kanton Solothurn
Pour le Canton de Soleure

Für den Kanton Jura
Pour la République et Canton du Jura

Pour le Conseil Syndical Interrégional Euregio
Für den Interregionalen Gewerkschaftsrat Euregio

Pour le Conseil Syndical Interrégional IGR Dreiländereck –
CSI des Trois Frontières
Für den Interregionalen Gewerkschaftsrat IGR
Dreiländereck – CSI des Trois Frontières

Pour le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)
Alsace
Für den Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)
Alsace

Für die Landesvereinigung (LV) Baden-Württembergischer
Arbeitgeberverbände
Pour la Landesvereinigung (LV) Baden-Württembergischer
Arbeitgeberverbände

Für die Landesvereinigung Rheinland-Pfälzischer
Unternehmerverbände(LVU)
Pour la Landesvereinigung Rheinland-Pfälzischer
Unternehmerverbände(LVU)

Für den Basler Volkswirtschaftsbund
Pour le Basler Volkswirtschaftsbund

Pour la Région Alsace
Für die Region Elsass

Pour le Département du Bas-Rhin
Für das Département Bas-Rhin

Pour le Département du Haut-Rhin
Für das Département Haut-Rhin

Für das Land Baden-Württemberg
Pour le Land de Bade-Wurtemberg

Für das Land Rheinland-Pfalz
Pour le Land de Rhénanie-Palatinat